



## Bilan prévisionnel RTE et trajectoire d'évolution de l'énergie électrique

### Le Gouvernement doit aller jusqu'au bout de la cohérence de ses engagements climatiques !

Après la publication du bilan prévisionnel RTE, le Gouvernement vient de délivrer sa vision de la trajectoire de l'énergie électrique en vue de la révision de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE). En mettant l'accent sur la sécurité d'alimentation électrique du pays, sa souveraineté énergétique, le développement de filières industrielles, la diversification du mix électrique et l'enjeu climatique, il définit des priorités identiques à celles défendues par la CFE Énergies.

La CFE Énergies salue ces avancées comme le pragmatisme dont le Gouvernement fait preuve en coordonnant ainsi politique énergétique et politique climatique. Elle lui demande d'aller jusqu'au bout de la cohérence en alignant désormais l'ensemble de ses choix de politique énergétique avec ses engagements climatiques et ses ambitions de politique industrielle. À quelques semaines du One Planet Summit de Paris, c'est à ce prix que le Gouvernement bâtira une transition énergétique responsable et s'inscrira dans le « *Make our planet great again* » du Président de la République.

Alors que Bonn, l'ancienne capitale fédérale, accueille des travaux de la COP 23 qui seront déterminants pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris, la coalition gouvernementale en cours de constitution à Berlin se retrouve piégée par la question climatique et les turpitudes de l'Energiewende, qu'il s'agisse d'une sortie du charbon que certains qualifient de suicide industriel ou de l'incapacité de l'Allemagne à respecter ses engagements climatiques, alors même que les prévisions des scientifiques sont de plus en plus alarmistes.

En visant la neutralité carbone de la production électrique tout en faisant preuve de pragmatisme quant au rythme d'évolution de son parc nucléaire sans opposer nucléaire et énergies renouvelables (EnR) à l'instar de la Suède, la France a elle le mérite de mettre sa politique énergétique en cohérence avec ses engagements climatiques et de défendre un mix énergétique résilient parce que diversifié, gage de sécurité comme le montre le bilan prévisionnel de RTE. Ce souci de cohérence devrait permettre à la France d'asseoir son leadership climatique et d'entraîner ses partenaires européens sur la voie d'un Clean Energy Package ambitieux au plan industriel et climatique.

Au-delà de la prise de conscience des nombreuses difficultés climatiques et industrielles que pose l'échéance de 2025 pour le rééquilibrage du mix de production électrique et de la volonté affichée de réussir les reconversions industrielles des centrales au charbon, la CFE Énergies demande au Gouvernement de faire preuve du même réalisme s'agissant du développement des énergies renouvelables et des solutions de stockage qu'il érige aujourd'hui en priorités.

La CFE Énergies défend une transition énergétique rimant avec emplois durables et qualifiés, filières industrielles et transitions professionnelles exemplaires. La France doit donc développer une approche raisonnable en matière d'EnR et de stockage tenant compte de la réalité des ruptures technologiques et des fondamentaux du système électrique. Il s'agit de faire, sans précipitation, des choix technologiques responsables qui structureront de véritables filières nationales pour éviter que les choix de la PPE conduisent à l'importation massive d'équipements développés et fabriqués hors de France voire hors d'Europe pour un bilan industriel mais aussi carbone négatif, le tout reposant sur des dispositifs de soutien public qui alourdissent les factures des Français.

Dans cette perspective, la CFE Énergies rappelle que l'hydroélectricité est à la fois la première des énergies renouvelables, décarbonées et compétitives dont dispose la France mais aussi la première des solutions de stockage d'énergie et le socle d'une filière industrielle dont les compétences sont mondialement reconnues.

La CFE Énergies demande donc au Gouvernement d'aller au bout de la cohérence dont il vient de faire preuve en s'engageant résolument à défendre le patrimoine hydroélectrique français face à la pression dogmatique de la Commission européenne alors que le réchauffement climatique impose plus que jamais une gestion publique des usages de l'eau, mais aussi à déployer une politique industrielle digne de ce nom face à l'hémorragie de compétences qui s'annonce chez GE Hydro.

Contact presse : Alexandre GRILLAT - [alexandre.grillat@cfe-energies.com](mailto:alexandre.grillat@cfe-energies.com)

**LA CFE ÉNERGIES,**  
**100% LIBRES... 100% VOUS!**

**CFE-CGC ÉNERGIES**  
59 rue du Rocher  
75008 PARIS  
[www.cfe-energies.com](http://www.cfe-energies.com)  
[presse@cfe-energies.com](mailto:presse@cfe-energies.com)